



**HAL**  
open science

**Un lieu de mémoire barcelonais : le monument au  
Docteur Robert**  
Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. Un lieu de mémoire barcelonais : le monument au Docteur Robert. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1994, Espagne, Espagnes. *Ave-XXe siècles*, 41 (2), pp.269-289. hal-01359748


**HAL Id: hal-01359748**

**<https://hal.science/hal-01359748v1>**

Submitted on 3 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Revue d'histoire moderne et contemporaine

**ESPAGNE, ESPAGNES,  
XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES**

Études de M. BERTRAND, F.J. BOUZA-ALVAREZ,  
J. CASEY, J.I. FORTEA PEREZ, M. KRIEGEL,  
S. MICHONNEAU, F. MONIER, J. NADAL,  
J. PRO RUIZ, B. RIQUER Y PERMANYER,  
C. SUDRIA,

présentées par B. VINCENT

## UN LIEU DE MÉMOIRE BARCELONAI : LE MONUMENT AU DOCTEUR ROBERT

Le 17 mai 1985, le quotidien de langue catalane *Avui* saluait l'inauguration ayant eu lieu deux jours auparavant du monument au Docteur Robert, place Tetuan à Barcelone, comme l'étape majeure d'une « récupération de la dignité catalane et d'une civilité rassemblant le peuple et les institutions démocratiques ». « Nouveau point de référence » barcelonais, la commémoration marquait une « authentique avancée de la catalanité, la récupération de la voix populaire, le triomphe du symbole et de la raison sur l'irrationalité et l'autoritarisme »<sup>1</sup>. Ce monument achevait symboliquement la période de transition démocratique ouverte par la mort de Franco en novembre 1975 : pour la troisième fois en un siècle, le monument était investi d'un contenu politique qui dépassait largement le simple souvenir de cet éminent médecin et homme politique du début du siècle. Lentement érigé de 1904 à 1910, retiré de la voie publique en 1940 tout juste un an après l'entrée des troupes franquistes dans la ville, remonté de 1977 à 1985, l'ensemble sculpté de Josep Llimona connut une histoire mouvementée, à l'image des violences de ce xx<sup>e</sup> siècle espagnol.

Ce qu'il nous offre, c'est l'histoire d'un lieu de mémoire au sens où l'équipe dirigée par Pierre Nora le définissait en 1985. C'est dire que non seulement le monument devint un objet politique majeur, mais aussi qu'il permit de développer des politiques de mémoire diverses. Chaque régime politique s'efforça de composer avec ce monument pour imposer une lecture particulière de l'histoire de la Catalogne et de l'Espagne : ses péripéties font finalement écho aux conflits aigus existant à Barcelone entre deux politiques de mémoire féroce-ment antagonistes.

\*\*

Le 15 mai 1985, tout indiquait à Barcelone l'importance d'une inauguration qui s'annonçait comme le point d'orgue d'une réconciliation entre Barcelone et l'État espagnol. Toutes les forces vives de la ville se donnèrent rendez-vous pour assister à l'acte. Les immeubles arboraient la *Senyera*, le drapeau catalan, et plus rarement le drapeau espagnol. La cérémonie dura longtemps, marquée par les discours du maire de Tampico, au Mexique, où naquit le Dr Robert, puis du président de la Fédération des Arts Décoratifs, principal artisan de la remise en place du monument, et enfin par l'allocution du maire de Barcelone, Pasqual Maragall, qui vit dans ce monument « l'un des plus significatifs de l'histoire contemporaine catalane ». Barcelone, dit-il, réparait enfin « une injustice

1. *Avui*, 17 mai 1985, p. 27, « El Dr Robert, nou punt de referència ».

commise en 1940 »<sup>2</sup>. Chacun se félicita de l'intérêt porté par le couple royal à cet ensemble artistique, et l'hommage fut conclu par la découverte d'une plaque rédigée en catalan rappelant leur présence. Comme le soulignait justement *El Periodico*<sup>3</sup>, l'hommage s'inscrivait en conclusion d'un voyage officiel du roi Juan Carlos à Barcelone, lequel comprenait un programme hautement symbolique : premier discours royal au Parlement de Catalogne, allocution au Salon des Cent où se réunissait à l'époque médiévale ce conseil considéré comme l'ébauche d'un pouvoir municipal, autonome, visite, à l'hôpital, de Josep Tarradellas, président en exil de la Généralité de Catalogne qui fut supprimée en 1939, puis premier président de ce gouvernement autonome après le franquisme, et enfin, inauguration du monument au Dr Robert. En somme, « tout un hommage à la culture catalane ».

Le monument ainsi restitué était donc l'objet d'un investissement politique orchestré par les institutions locales, à savoir la municipalité et la Généralité, c'est-à-dire le gouvernement autonome représenté par son président, Jordi Pujol. Cette cérémonie achevait ainsi un long combat engagé treize ans auparavant contre les autorités franquistes et dont le monument fut le point de cristallisation. En ce sens, il est exemplaire d'une lutte menée par la société civile catalane pour recouvrer les symboles de son identité.

Trois étapes marquent le retour du monument sur le devant de la scène politique<sup>4</sup>. La première, de 1972 à 1974, est celle de l'engagement d'associations diverses désireuses de réhabiliter la culture catalane après que les partis clandestins de gauche ont été décapités par la répression. Autour des associations des Amics de la Ciutat et de la Jova Cambra, rapidement relayées par le Collège des Architectes de Catalogne, était formulée une stratégie indirecte de lutte contre la municipalité franquiste. En avril 1973, ce furent cinquante-quatre entités barcelonaises qui demandèrent la restauration du monument dont on savait qu'il demeurerait entreposé dans les magasins municipaux. Le poids conjugué des collègues professionnels, des associations de riverains et des groupes culturels de la ville ne suffit pas à faire plier le Conseil municipal. Cependant, la mobilisation des associations culturelles cantonnées jusqu'ici par le régime dans le champ étroit du folklorisme traduisait un intérêt renouvelé pour la culture catalane amorcé dès les années soixante : centres excursionnistes, groupes de sardanistes, groupe choral de l'Orfeo Català, ateneus, jouaient à nouveau, en pleine répression politique, leur rôle traditionnel de conservatoire et de refuge d'une identité bafouée.

Une seconde étape s'étendit de 1975 à 1977, étape dite de la « guerre de l'encre », où une certaine presse popularisa la revendication. Cette campagne menée par des journaux plus ou moins liés à l'opposition se fit l'écho d'une sourde protestation qui mobilisa finalement tous les canaux officiels de la contestation, comme par exemple la *Nova Cançó* (Nouvelle Chanson) qui rassemblait de jeunes auteurs-compositeurs catalans en prise avec la censure. Les paroles de l'un de ses plus illustres représentants, Raimon, résumaient le sentiment général : « Cela fait longtemps déjà qu'ils assombrissent l'histoire, qu'ils nous disent que nous n'en avons pas, que la nôtre est la leur ». Le monument au Dr Robert était l'une de ces pages déchirées d'une histoire à réinventer.

2. *Avui*, 15 mai 1985, p. 7, « Lloa del nacionalisme del Dr Robert ».

3. *El Periodico*, 15 mai 1985, « Inauguración del monumento al Dr Robert ».

4. *Avui*, 14 mai 1985, p. 7, « Després de 45 anys, el monument a Dr Robert retorna a Barcelona ».

*La Vanguardia*, 15 mai 1985, « Un monumento con conotaciones tan históricas para todos los catalanes ».

*Avui* lança en 1976 une souscription populaire en présentant le retour du monument comme « un acte civique et politique » : parmi les souscripteurs, on reconnaissait toutes les tendances politiques réunies, depuis le Centre Catalan, la nouvelle droite démocratique, jusqu'à l'Esquerra Republicana, l'extrême-gauche nationaliste. Seuls étaient exclus les communistes du P.S.U.C. et les courants de la droite franquiste. Le conflit trouva son point culminant dans l'arrestation du journaliste Josep Maria Huertas qui avait fait découvrir au public le lamentable état de conservation des statues de Llimona. Mais la mise en place d'une municipalité de transition en la personne de Josep Maria Socias Humbert à partir de décembre 1976 fit céder l'institution municipale : le 23 décembre, le maire donna son accord à la restauration du monument.

La troisième étape, de 1977 à 1985, fut celle de la lente reconstitution du monument. Les techniciens de la Ville avaient d'emblée rejeté l'ancien emplacement de la Place de l'Université, lieu pour le moins central à Barcelone, à cause du poids considérable que l'ensemble faisait peser sur les voûtes du métro<sup>5</sup>. La pression des associations de riverains décrut au fur et à mesure que s'installaient les institutions démocratiques : leurs propositions furent rejetées, aussi bien que celles d'Oriol Bohigas qui voulait utiliser le monument comme la pièce centrale d'une aire urbaine « qui donnerait support à la configuration significative du monument »<sup>6</sup>. C'est finalement en 1978 que fut tranchée la question, sur avis d'une commission municipale mixte composée de membres de la municipalité, de représentants de l'Université, de l'École des Beaux Arts, du Collège des Médecins, du Cercle royal artistique et de l'Ateneu. De novembre 1978 à juin 1984, les travaux de reconstitution traînèrent en raison du coût élevé de l'opération (50 millions de pesetas soit environ deux millions et demi de francs), et des problèmes inhérents au mauvais état de conservation des statues. *Avui* parla avec humour d'un « Tot esperant Godot », d'autant plus que l'inauguration retarda encore d'une année le retour du Dr Robert à sa ville<sup>7</sup>.

L'écho donné à l'inauguration fut particulièrement important, soit par de nombreux articles de presse, soit par la célébration d'une seconde cérémonie quelques jours après. Pour *Avui*, hebdomadaire catalaniste de gauche, le monument était l'exemple de l'une de ces « campagnes typiques et spontanées qui se produisent presque périodiquement [à Barcelone] pour préserver ou récupérer ce qu'elle croit sien »<sup>8</sup>. Les éléments qui entouraient le monument, arbres, balustrades, etc., figuraient « la toile de fond d'un grand acteur. Le Dr Robert, par lequel la ville et les citoyens voient représentés leurs idéaux du pays et de la culture »<sup>9</sup>. L'inauguration n'était rien d'autre que l'aboutissement d'une initiative prétendument spontanée et relayée par les institutions locales. Certes, la présence du Roi fut maintes fois soulignée, en ce qu'elle sanctionnait une initiative démocratique et reconnaissait la spécificité culturelle des Catalans au sein de l'État espagnol. Mais le garant de la constitution de 1978 n'était qu'un spectateur passif puisqu'il ne fit aucun discours et se contenta de découvrir une plaque. Cette analyse, partagée par la plupart des grands quotidiens catalans, qu'ils fussent de langue catalane ou castillane, *La Vanguardia*, *El Periódico*, *El Diari de Barcelona*, mit donc l'accent sur un symbole de démocratie où étaient réconciliés la volonté populaire, les institutions municipales, régionales et l'État. A cette interprétation répondit celle du parti de centre-droit, *Convergència Democràtica de Catalunya*, dirigé par Jordi Pujol, également président de la

5. *Avui*, 15 mai 1985, « Va costar molt trobar una nova ubicació al monument ».

6. BOHIGAS (Oriol), *Reconstrucció de Barcelona*, Barcelona, ed. 62, 1985.

7. *Avui*, 7 déc. 1982, p. 27, « Un desgravi al Dr Robert ».

8. *Avui*, 4 janvier 1975, p. 5 et 7.

9. *Avui*, 17 mai 1985, p. 27, « El Dr Robert, nou punt de referència ».

Généralité. Le 18 mai, soit trois jours après l'inauguration, une cérémonie fut organisée par la C.D.C.-Fédération de Barcelone. Le déroulement de l'hommage fut plus nationaliste : on entonna par exemple « Els Segadors », l'hymne catalan<sup>10</sup>. Le président de la fédération expliqua au public peu nombreux que « cette restauration [était] plus importante pour notre futur que les travaux d'amélioration matérielle » : l'essentiel était effectivement de renouer les fils d'un passé interrompu par le franquisme. Il se faisait donc l'écho d'une volonté explicite de mémoire qui remplissait trois objectifs. Le premier était d'affirmer la filiation entre la C.D.C. et la Lliga Regionalista du premier xx<sup>e</sup> siècle dont le Dr Robert fut une figure de proue. C'est la raison pour laquelle la C.D.C. préféra ce monument-ci à ceux des catalanistes de gauche comme Francesc Layret, Francesc Macià ou Martí i Julià, restaurés à la fin des années soixante-dix. Le second consistait à se démarquer de la municipalité socialiste qui tendait à développer un programme monumental avant-gardiste. Enfin, la C.D.C. désirait réactiver le nationalisme catalan face au gouvernement central qui, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, tentait d'imposer une lecture plus restrictive au Statut d'autonomie accordé en 1980. En tout état de cause, le monument représentait la tradition d'un catalanisme conservateur dont le président de la Generalitat, Jordi Pujol, se posait en héritier. Cette interprétation différait légèrement de celle rapportée par les quotidiens en ce qu'elle visait à identifier un courant politique déterminé, la C.D.C., comme l'héritier du catalanisme politique dans son ensemble.

Cette histoire montre que le monument au Dr Robert fut d'emblée un objet politique majeur, et ceci au moins à deux titres. D'une part, il fut un symbole de la conquête démocratique dont il suivit l'évolution : il est représentatif du passage d'une résistance formulée par le tissu associatif, seul porte-voix d'un sentiment national diffus, à l'activisme des mouvements de masse conduits par une presse décidée à s'affranchir des carcans répressifs d'un régime agonisant. Enfin, l'inauguration montre bien qu'en 1985, la charge symbolique du monument fut prise en main par les plus hautes institutions de l'État, de sorte que son pouvoir autrefois contestataire put être en quelque sorte désamorcé : on passait insensiblement à une institutionnalisation culturelle canalisée par des partis qui tendaient à occuper tout l'espace de la vie politique. D'autre part, ce monument s'imposa comme lieu de retrouvailles et d'affirmation de la catalanité et fut exemplaire d'un retour en force du sentiment national. La présence d'une nombreuse foule et le relief donné par la presse à l'événement, toutes tendances confondues, l'indique assez clairement. D'ailleurs, il s'agit d'un exemplaire particulièrement brillant du courant artistique noucentiste dont Josep Llimona, Domènec i Muntaner, Gaudí, sont les plus célèbres représentants<sup>11</sup>. On sait quel éclat ce mouvement revêt à Barcelone dont on a souvent dit qu'il manifestait, par ses courbes et son sens décoratif de détail, une rupture avec la rigueur et la rectitude de l'architecture castillane. La remise en place de ce monument s'inscrivait donc dans la redécouverte tardive d'un patrimoine artistique singulier, contribuant à forger le cadre d'une identité différenciée. En ce sens, le monument au Dr Robert se situait à la croisée des mouvements de démocratisation et de retour à la catalanité. Un lien désormais puissant s'établissait entre ces deux pôles, la démocratie s'imposant comme l'unique cadre possible de l'affirmation du particularisme politique et culturel de la Catalogne.

Face à cela, quelles furent les réactions suscitées par le retour du monument au Dr Robert ?

10. *Avui*, 18 mai 1985, p. 12, « Mil persones s'apleguen per homenatjar el Dr Robert ».

11. FONTBONA (Francesc), MIRALLES (Francesc), *Del modernisme al Noucentisme, 1888-1917*, Barcelone, ed. 62, 1985, vol. VIII.

Le courrier des lecteurs d'*Avui* était critique<sup>12</sup> : l'un se scandalisa des fautes d'orthographe commises en catalan sur la plaque commémorative ; un autre conçut comme une « injure à notre identité » cette même plaque recouverte du drapeau espagnol ; un troisième s'insurgea contre le manque de cohérence entre le nom du monument et le nom de la place qui l'accueille (place Tetuan), laquelle rappelait la douleur d'une bataille coloniale africaine menée par le Général Prim. Le nom de Tetuan faisait non seulement référence à un passé colonial marocain maintes fois contesté à Barcelone par les couches populaires, mais aussi à ce général dont la figure ne cessa d'être remise en question par le catalanisme de gauche. Enfin et surtout, on protesta contre le choix de cet emplacement excentré. La place de l'Université, au cœur de la ville, avait été aménagée en 1910 en fonction d'un élément artistique notoire. Malgré les efforts d'urbanisation déployés par la municipalité en 1985, la place Tetuan amoindrit la portée symbolique de l'ensemble : encombrée d'arbres, la place dégagait mal une perspective rendue nécessaire par le gigantisme du monument. De plus, cette croisée de la Gran Vía et du Passeig Sant Joan n'est qu'un immense carrefour automobile, particulièrement inaccessible aux promeneurs : la visibilité du monument s'en trouve considérablement réduite. Si donc en 1910 le monument s'était imposé à la rue, en 1985, c'est la rue qui s'imposait au monument.

Si bien qu'aux yeux d'un lectorat catalaniste, la réactivation du monument semblait manquée. Cette réaction souligne un certain décalage entre la promotion du monument et son accueil par une partie de l'opinion. C'est que l'inauguration de 1985, en réinstallant le monument, commémorait en réalité sa destruction en 1940 : comme l'indique le Maire de Barcelone, une injustice était réparée. Le franquisme était conçu comme une parenthèse que venait clore l'avènement de la démocratie. Or, pour l'opinion catalaniste, le monument revêtait une dimension sensiblement plus nationaliste qui renvoyait plutôt aux années de la première inauguration. C'est pourquoi l'inauguration récente ne prend tout son sens que par rapport aux investissements de mémoire dont le monument fut l'objet en 1940 et dans la première décennie du siècle.



Le 21 janvier 1940, *El Correo Catalán* mentionna le démontage du monument au Dr Robert « défenseur du néfaste séparatisme catalan »<sup>13</sup>. Miguel Mateu, maire de Barcelone, sembla bien avoir tenté de convaincre les autorités de le garder en place. En vain, car le Gouverneur Civil de Barcelone, Wenceslao González Olivera, demeura inflexible. Entreposé dans les magasins de la rue Wellington et de la rue Ciervo, le monument entra dans l'oubli le plus complet.

Il n'est pas innocent que la disparition du monument au Dr Robert corresponde, à une semaine près, à l'inauguration en grande pompe du monument à la Victoire au Cinc d'Oro, soit à la croisée des deux avenues les plus importantes de Barcelone, le Passeig de Gràcia, les Champs Élysées barcelonais, et la Diagonal, nouvellement dénommée Avenida del Generalísimo Francisco Franco. Dans la carte des mémoires barcelonaises, à la disparition du monument du Dr Robert répondait le remaniement du monument du Cinc d'Oro, et le calendrier commémoratif, soudainement amputé par l'arrivée des franquistes, était ainsi comblé. Le monument de Cinc d'Oro, dédié à la fois à la Première et la Seconde République, était ancien puisque sa première pierre date de 1915 et son inauguration de 1936. Les franquistes s'entendirent pour retirer la statue de la République et la plaque apposée à son pied ne laissa aucun doute quant

12. *Avui*, les 21, 22, 23 et 30 mai 1985, le courrier des lecteurs.

13. *El Correo Catalán*, 21 janvier 1940, « El derribo del busto del Dr Robert ».

à la nouvelle signification du monument modifié : « Aux soldats héroïques d'Espagne qui la libérèrent de la tyrannie rouge-séparatiste, la Ville reconnaissante ». Jamais la municipalité démocratique n'osa, en 1977, remettre la statue antérieure : on préféra ne laisser que l'obélisque nu et la place du Cinc d'Oro fut dénommée Place Joan-Carles 1<sup>o</sup>. Ni Républicaine, ni franquiste, la place est aujourd'hui monarchique du bout des lèvres. Quoi qu'il en soit, cet exemple démontre qu'il faut prendre en compte non pas les péripéties d'un seul monument, mais bien plutôt tenter de dégager sa place dans l'ensemble monumental de la ville, les relations qu'il entretient avec d'autres lieux et les cohérences qu'elles suggèrent. Ici, le vide du démontage appelait le plein d'une inauguration, quand bien même il ne s'agissait que du simple travestissement, réalisé de toute urgence, d'un monument déjà existant.

Toute protestation contre la disparition du monument au Dr Robert fut impossible et c'est amèrement que Joaquim Renart notait dans son *Journal* du 11 février 1940 : « La démolition du monument au Dr Robert va bon train. Des figures du sculpteur Llimona, il ne reste plus et pour peu de temps encore, que celle du moissonneur, comme si son regard était la protestation que nous faisons ce noble personnage, fils de la terre »<sup>14</sup>. Et à la rue Wellington, la pointe de la croix de Santa Eulàlia, relique du monument destitué, dépassait des murs du magasin. Chaque 11 septembre, date de la fête nationale catalane, des rameaux de fleurs étaient déposés par des anonymes. Les autorités ne tardèrent pas à recouvrir la croix, de sorte que rien ne devait désormais empêcher l'oubli définitif du monument<sup>15</sup>. Ainsi, l'unique contestation fut formulée par des Catalans en exil qui, depuis Genève, rédigèrent en 1963 un texte polémique qui circula clandestinement en Catalogne. Intitulé « Volem les nostres estàtues » (Nous voulons nos statues), le pamphlet fut rédigé par Ferran Soldevilla sous l'égide du Patronat de Cultura Catalana Popular. Il est difficile de juger de sa diffusion, quoique de très nombreux Barcelonais nous aient dit en avoir eu connaissance. Mais son intérêt ne provient finalement pas tant de l'écho nécessairement atténué qu'il reçut que de sa tentative clairement exprimée d'opposer à l'oubli organisé une mémoire vivante des monuments disparus.

Le document comprenait une courte introduction suivie des notices biographiques de trois personnages dont les statues avaient été détruites : Pau Claris, Rafael Casanova et le Dr Robert :

Parmi les monuments barcelonais qui ont disparu, il y en avait trois que le cœur des citoyens avait érigé à la mémoire de trois Catalans illustres : Pau Claris, Rafael Casanova et le docteur Bartolomeu Robert.

La destruction de ces monuments est interprétée comme une volonté systématique d'effacer l'identité de ces hommes et, en général, la personnalité culturelle et politique de la Catalogne :

Ces trois monuments figurent parmi tous ceux qui furent condamnés à la destruction par les serviteurs de la tyrannie qui s'est abattue sur notre terre. Des hommes qui contre la volonté populaire occupèrent par la force des places usurpées, osèrent porter la main sur les pierres qui consacraient la mémoire de fils de la Catalogne qui avaient lutté et succombé pour elle par une lutte noble et sacrée. S'ils avaient pu, ils auraient profané leurs dépouilles et auraient détruit tout souvenir de leurs existences, comme ils voulurent détruire jusqu'au nom et au souvenir de la Catalogne.

14. RENART (Joaquim), *Diari, 1918-1961*, Barcelona, Destino, 1975, pp. 250-251.

15. A ce propos, il convient de signaler qu'était également entreposée aux magasins municipaux de la rue Wellington une autre statue très importante, celle de Rafael Casanovas. Si bien qu'il est difficile de déterminer à quel monument ces bouquets furent destinés. Selon les témoignages, ils le furent aux deux monuments.



Le texte terminait alors par une violente condamnation du régime dont il tentait de discréditer la politique de mémoire. Une conclusion pour le moins optimiste entrevoyait le retour des trois monuments à la rue :

Mais des faits comme ceux-ci nous révèlent le peu de consistance de la victoire de ces hommes, le peu de qualité de leur idéologie, et les véritables sentiments qui les animent envers la Catalogne et les Catalans. Soutenus par les uns ou par les autres, ils ont détruit les pierres et les souvenirs mais ils n'ont pu construire rien de solide, de durable en échange. Des ruines qui se sont amoncelées s'élèveront un jour, plus fortes et plus resplendissantes que jamais, les constructions qu'ils ont cru raser pour toujours. Ces trois monuments disparus, ces trois figures glorieuses, ces trois statues barcelonaises reviendront un jour, plus glorieuses encore, pour resplendir sur nos vies de citoyens, par l'amour et par la volonté de tout un peuple<sup>16</sup>.

Il est clair que le pamphlet sous-estime volontairement la force et la cohérence de la politique de mémoire franquiste. Cependant, il est le témoin unique d'une volonté, encore timide, d'y opposer une contre-mémoire résistante. En ce sens, il a le mérite de dégager une hiérarchie parmi les monuments disparus, parmi lesquels le monument au Dr Robert figure en bonne place. De plus, faisant acte de l'oubli organisé par les autorités, il lie de manière indissociable le retour des monuments et la renaissance politique et culturelle de la Catalogne. La lutte pour le retour du monument au Dr Robert est le levier d'une résistance politique : le thème des monuments n'est donc pas un épiphénomène de la contre-propagande mais bien plutôt un angle privilégié d'attaque et de mobilisation populaire. Cependant, s'il élevait une solennelle protestation, le texte trahissait également la logique systématique et l'implacable force d'un régime qui développait sa propre politique de mémoire. La virulence du pamphlet trahissait son impuissance. Et si en fin de compte la suppression du monument fut si radicale, il faut en chercher la cause dans la première inauguration de 1910 où il fut investi d'un contenu politique antagoniste avec les principes élémentaires du premier franquisme.



La construction du monument s'étendit du 31 janvier 1904, date à laquelle fut posée la première pierre, au 10 novembre 1910, date de l'inauguration. Mais pour comprendre l'investissement politique dont il fut l'objet, il convient de remonter jusqu'au 17 avril 1902, date de l'enterrement du Dr Robert.

En 1902, les commentateurs rappelèrent deux événements particuliers de la vie de Robert : le « tancament de caixes » et son élection comme député aux Cortes de Madrid<sup>17</sup>. En 1899, artisans et commerçants s'étaient refusés à payer l'impôt dans un grand mouvement pacifique de désobéissance civique : c'est le « tancament de caixes ». Robert, nommé maire de Barcelone le 14 mars par le gouvernement de régénération nationale dirigé par Francisco Silvela, démissionna de sa charge par solidarité. Si ce mouvement marquait l'alliance objective des catalanistes et d'une partie de la bourgeoisie catalane, il manifestait également un mode d'expression politique quand le vote était devenu une farce : Robert cristallisa toutes les rancœurs accumulées contre le système de la Restauration et devint le symbole de la fin du caciquisme et de la naissance d'une nouvelle donne politique en Catalogne. En mai 1901, Robert, soutenu par les trois autres députés régionalistes, plaida vigoureusement aux Cortes de

16. SOLDEVILLA (Ferran), *Volem les nostres estàtues*, ed. du Patronat de Cultura Catalana Popular, Genève, 1963, pp. 5-8.

17. JARDI (Enric), *El Dr Robert i el seu temps*, Barcelona, Aedos, 1969.

Madrid la cause catalane. Le mandat des « Quatre Présidents » représenta non seulement l'irruption de la « question catalane » sur la scène politique espagnole, mais aussi la prédominance de la Lliga Regionalista sur son adversaire républicain. De manière irréversible en Catalogne, se substituait au dialogue stérile entre libéraux et conservateurs monarchistes celui des régionalistes et des républicains. Synonyme de rupture, le nom de Robert fut promu par la Lliga qui lança la souscription du monument et installa son portrait dans la Galerie des Catalans Illustres, véritable Panthéon local.

En 1904, le contenu politique du monument changea légèrement par rapport aux discours de 1902. En effet, la nouvelle dynamique bipolaire de la politique catalane profita dans un premier temps aux républicains dirigés par Lerroux. Ce dernier développa un ouvriérisme pragmatique et un anticléricalisme virulent qui séduisit la masse ouvrière, sans pour autant réussir à constituer encore une force établie du catalanisme de gauche. La classe ouvrière ne passait d'attachement ni au nationalisme espagnol ni même encore à un quelconque cosmopolitisme apatride d'inspiration anarchiste ou socialiste : rien ne l'écartait donc *a priori* du catalanisme sinon son anticléricalisme, peu compatible avec l'engagement d'une partie du clergé catalan au côté de la Lliga, en la personne de Torras i Bages, évêque de Vic.

Ainsi la pose de la première pierre se déroula dans un contexte d'âpre lutte politique, à l'avantage des Républicains. Si *la Veu de Catalunya* loua le Dr Robert qui unissait selon elle les forces intellectuelles et économiques du pays, elle dénonça ces groupes d'ouvriers qui, au cours de la célébration, firent scandale en chantant la Marseillaise : les partisans de la Lliga répliquèrent avec Els Segadors. La provocation était bien celle des Lerrouxistes. Cette fois, le monument était un instrument de lutte, une arme électorale aux mains des régionalistes.

Enfin, l'inauguration de novembre 1910 revêtit un caractère encore différent : les élections de mai avaient vu l'effondrement de la Lliga à Barcelone contre les Républicains et les Monarchistes. Ces résultats signifiaient la fin de la Solidaritat Catalana qui avait uni de février 1906 à juillet 1909 toutes les forces catalanistes et même une partie des Républicains dans une sorte d'Union Sacrée. A la suite du sac du siège d'un journal satirique barcelonais par des soldats encasernés, Madrid promulga une Loi de Juridiction qui faisait juger les crimes « contre l'armée et la patrie » par des tribunaux militaires. Ceci motiva l'union des régionalistes et des républicains dits « solidaires », fatigués des accents espagnolisants et autoritaires de Lerroux. Ce front fut le premier mouvement de masse de l'histoire du catalanisme et il remporta aux élections générales de 1907, 41 sièges sur les 44 attribués à la Catalogne. Mais la fragile coalition devait éclater lors de la Semaine Tragique en juillet 1909. Répondant à la levée de recrues pour l'expédition marocaine, une grève générale d'inspiration pacifiste déborda rapidement en un acte révolutionnaire insurrectionnel de grande ampleur. Cette « Commune barcelonaise » fut sévèrement réprimée par le gouvernement central, avec l'appui de la Lliga dont l'électorat bourgeois ne tolérait guère la révolution. C'était sonner le glas de la Solidaritat dont se détachèrent les Républicains. La Lliga perdit en outre une partie de son électorat qui préférait la sécurité des partis monarchistes.

L'inauguration du monument prenait dans ces conditions un relief nouveau : les régionalistes réunis commentèrent le « sectarisme ridicule » des Lerrouxistes qui refusaient de participer à l'acte. Derrière « l'océan de parapluies », la rumeur fervente des chants patriotiques et les cris enthousiastes de la foule donnèrent à l'événement des accents unitaires. Le cortège partit du siège de la Lliga pour rejoindre la place de l'Université. « Nous tous, Catalans, unis par la mémoire du grand patricien, nous nous sentons pénétrés d'une harmonie qui provient du

tréfonds de nos âmes » écrivait *la Veu de Catalunya* le soir même. La présence en masse des délégations régionalistes de toute la Catalogne et des associations civico-culturelles soulignait cet unitarisme de façade. Le même soir, la Lliga organisa une Fête Régionaliste rassemblant 187 délégués de municipalité et quatre représentants de Diputations : Francesc Cambó y fit une analyse du monument en même temps qu'il développa les grandes lignes politiques du parti en difficulté<sup>18</sup>. Selon lui, parce que longtemps écartée de la vie politique espagnole, la Catalogne y faisait figure d'enfant. A l'image des statues de Llimona qui semblaient inachevées, le catalanisme devait se définir plus nettement autour d'une action réformiste et constructive. Aussi, conclut-il, « ce jour d'inauguration ne sera pas le panthéon des idées catalanistes. A côté de celui-ci, il faudrait élever un monument dédié au réveil de la Catalogne ». Cette action réformiste devait aboutir en 1914 à l'installation de la Mancomunitat de Catalunya, premier pas vers une prise en compte de l'unité administrative de la Catalogne. Ici, Robert symbolisait un nouveau point de départ pour la Lliga et un lieu de rassemblement des régionalistes en temps de crise.

Pendant les huit années de sa construction, le monument apparut donc comme l'instrument privilégié d'une conquête du pouvoir. Signe de rupture politique en 1902, il est ensuite instrument de combat contre les républicains, et enfin point de rassemblement du catalanisme conservateur. L'œuvre fut politisée à l'extrême en ce qu'elle était un outil essentiel de prise de pouvoir d'un parti politique particulier. D'ailleurs, il n'y eut pas à l'inauguration de 1910 de représentation officielle de l'État, si ce n'est un simple délégué de la municipalité dont le discours éluda le véritable objectif de la cérémonie. Le monument participa en ce sens de l'hégémonie politique de la Lliga, de 1901, date de la création du parti, à 1923, date d'instauration de la dictature de Primo de Rivera.

Au total, le monument du Dr Robert suivit fidèlement les péripéties de l'histoire politique catalane. Au début du siècle, sa construction relatait finalement les aléas politiques de la Lliga dans sa conquête du pouvoir. Il est clair que le monument, par trois fois, fut désigné comme un objet politique d'importance. En 1940, sa disparition présidait l'entreprise de négation systématique des points de repère politiques et culturels de la Catalogne. En 1985, il se situait à la croisée de l'avènement démocratique et du retour en puissance du nationalisme catalan. Mais quel fut précisément l'enjeu de ces combats politiques ? Dans quelle mesure peut-on dire que ce lieu chargé d'histoire est également lieu de mémoire à Barcelone ? Quelles politiques de mémoire sont-elles sous-jacentes à ces conflits ?

\*\*

Dans la première décennie de ce siècle, l'effort déployé par la Lliga autour du monument avait pour objectif de construire un mythe qui pût mobiliser son électorat conservateur. En même temps que le Dr Robert était considéré comme le représentant du catalanisme conservateur, son monument acquérait une valeur symbolique dont il ne devait plus se départir jusqu'aux années quarante. Cette entreprise hagiographique commencée dès 1904 devait finalement trouver son expression dans l'œuvre de Llimona.

Au lendemain de son décès, *La Veu de Catalunya*, organe de presse de la Lliga, s'empara du personnage de Robert. Certes, le mythe n'était pas sans rapport avec la vie du Dr Robert, mais si l'on admet que les générations du début du siècle pouvaient encore avoir un souvenir précis du médecin, on ne

18. *La Veu de Catalunya*, 14 novembre 1910, « La Festa regionalista ». Discours de Cambó.

comprend pas pourquoi se manifesta, tout juste dix jours après sa mort, la volonté de lui ériger un monument. C'est que la commémoration ne visait pas à réactiver un souvenir encore vivant, mais bien plutôt à confectionner une image légendaire qui puisse se substituer au souvenir : la mémoire, dans un premier temps, tentait de s'imposer au souvenir.

Dans l'élan d'un enterrement qui mobilisa les foules se profilait immédiatement le désir de construire une figure sanctifiée. Comme l'écrit Pere Muntanyola, il s'agissait de « servir la différence, travailler à la différence et pour la rendre efficace, lui donner des symboles, une mythologie »<sup>19</sup>. Cette opération se révélait nécessairement artificielle car elle tendait à survivre au simple souvenir par des actes de commémoration, actes politiques par excellence. C'est bien ici que se justifie l'expression de politique de mémoire en tant qu'« économie du passé dans le présent ». Dans le cas du Dr Robert, la particularité vient de ce que se chevauchent le temps du souvenir prégnant, qui appartient à l'histoire, et le temps de la commémoration, qui appartient à la mémoire. L'urgence qui voulut que l'on s'emparât de cette figure montre l'utilité politique qu'elle pouvait avoir pour ses promoteurs. En définitive, et comme le remarque l'*Il·lustració Catalana*, « le monument n'est pas seulement dédié à un grand homme mais aussi à l'idée qu'il cristallisera »<sup>20</sup>.

Le mythe s'articulait autour de quelques thèmes que le sculpteur Llimona synthétisera finalement dans son œuvre. Un premier thème est celui du médecin proche des souffrances du peuple. Les discours firent une large place aux actes de bonté, de désintéressement et de courage du médecin : dévouement exemplaire lors des épidémies de 1870 et 1885, soins dispensés gratuitement aux nécessiteux, etc. Progressivement, cette réputation acquit une sorte de sacralité car le peuple croyait fermement en une capacité de guérison hors du commun. C'est pourquoi, le jour de l'inauguration, les Barcelonais allèrent recueillir « l'eau miraculeuse » de la fontaine qui jaillit au pied de la statue. Presque sur le même registre, on salua chez Robert l'homme politique : « apôtre de la liberté de son peuple », il sacrifia sa personne au bien du peuple catalan, et « c'est toujours par le cœur qu'il conduisit les hommes ». Sorte de Christ de la cause catalaniste, sa parole devait être répandue car il était « le modèle achevé de l'homme politique moderne », « l'exemple à suivre »<sup>21</sup>.

Mais à sa parole de cœur, il faut joindre son action de fermeté et de combat pour la cause : c'est ainsi que Robert vint incarner un Saint-Georges contemporain, avatar du saint patron de la Catalogne. Dans un article du 28 janvier 1904<sup>22</sup>, Manuel de Montoliu expliquait que le mariage des Rois Catholiques unissant royaume de Castille et royaume d'Aragon fut un ensorcellement : la Castille, avec sa langue, ses lois, ses armes et ses promesses de richesses d'outremer endormit sa sœur catalane. « Notre patrie resta nue et muette, désarmée et enchaînée, aux portes de la mort ». Elle avait perdu sa langue, ses lois et ses coutumes. Puis vint le temps de la lumière : le poète Verdaguer apprit aux Catalans à lire l'avenir des peuples et les pages du passé. La nation esclave avait enfin pris conscience de ses douleurs. Il fallait désormais qu'un homme brisât l'enchantement, guidant le peuple d'une main et combattant l'ennemi de l'autre. « La Catalogne avait trouvé son homme », et ce Sant Jordi terrassant le dragon castillan n'était autre que Robert !

Ici, l'érection du monument au Dr Robert était présentée comme l'aboutissement d'une histoire commencée avec le mariage des Rois Catholiques. Le

19. *La Veu de Catalunya*, 13 novembre 1910, p. 2, « L'homme de cor ».

20. *La Il·lustració Catalana*, 20 novembre 1910, n° 389, « Homenatge al Dr Robert ».

21. *La Veu de Catalunya*, 13 novembre 1910, n° 48, pp. 2-3.

22. Article rapporté dans : *La Veu de Catalunya*, 31 janvier 1904, p. 3.

journaliste développait un temps mythique en nouant des liens entre le présent d'une part et des personnages, des événements appartenant à des passés distincts, les Rois Catholiques, le poète Verdaguer, ou bien même des figures légendaires comme San Jordi de l'autre. L'acte du souvenir s'imposait en s'appuyant sur des dates-relais et en donnant sens aux intervalles entre ces dates évoquées. Il s'agit bien d'une politique de mémoire, c'est-à-dire d'une relecture de l'histoire catalane opérant une véritable instrumentalisation du passé dans le présent à des fins politiques.

De plus, le combat personnel du Dr Robert, dans lequel chaque Catalan était amené à se retrouver, en amenait d'autres encore : « Un jour viendra où des hommes passeront devant ce monument et diront : " nous avons terminé ton œuvre " ». Le monument en appelait au futur : « Nous commémorons l'acte du premier mouvement catalaniste jusqu'à la Solidaritat Catalana. Un jour, nous assisterons à l'inauguration du monument de celui qui représentera la réalisation de la volonté catalane »<sup>23</sup>. Ainsi, il ne suffisait pas de tisser des liens entre le présent et le passé, mais encore d'établir des ponts avec les générations postérieures. Car une politique de mémoire s'efforce non seulement de fixer une lecture univoque du passé mais déploie aussi les moyens d'assurer la pérennité de cette interprétation dans l'avenir. C'est pourquoi finalement, Robert et la Catalogne se confondirent : « le jour où tombera la Catalogne s'évanouira l'œuvre et la mémoire de Robert ». Il est remarquable que se fasse jour dès 1904 une volonté explicite de mémoire, une intention de mémoire qui n'est rien d'autre qu'une tentative d'interpréter le passé, de le ressusciter artificiellement par un acte commémoratif autour d'un support tangible : le monument est devenu lieu de mémoire. Il fallait donc que le monument au Dr Robert donne visage et sens au passé, qu'il incarne dans la pierre les principaux thèmes du catalanisme politique.

La popularité incontestable du monument provint sans doute du génie du sculpteur Llimona qui réussit à matérialiser les incarnations multiformes prêtées à Robert. Sa structure pyramidale associe un large piédestal et un groupe sculpté. La fontaine, logée à la base du monument, ajoute une fonction proprement utilitaire : en tant que lieu de repos, de rafraîchissement et donc de sociabilité, l'ensemble était dès lors susceptible d'être adopté par les Barcelonais.

Sa partie supérieure présente une structure ternaire : deux groupes sculptés nettement distincts de quinze statues forment une guirlande autour d'un rocher duquel se détache le buste de Robert. Le lien essentiel entre ces trois éléments est un immense drapeau de bronze : la Senyera. Le premier groupe, situé à l'arrière du monument, fait référence au médecin : on y voit une ribambelle de cinq enfants se terminant sur une mère consolant sa fille en pleurs. Cette dernière fut assimilée très tôt à la médecine soulageant des maux, ou bien à la version laïcisée d'une patronne catalane. Le second groupe qui occupe le devant du monument, tranche par son mouvement et la mise en scène de ses personnages. On y reconnaît un prêtre en discussion avec un forgeron, un moissonneur, tous dominés par un jeune poète portant la Senyera. En soi, ce groupe constitue un programme catalaniste éloquent, associant au réveil du sentiment national (la Senyera) le poète de la Renaixença et le prêtre catalan. Selon *la Veu de Catalunya*, le poète et le prêtre portent la bonne nouvelle de la libération du peuple catalan, symbolisé par le forgeron et le moissonneur.

La figure du moissonneur est ici centrale : el Segador est non seulement une figure de l'attachement à la terre catalane mais aussi un signe de révolte, en référence à la journée de la Fête-Dieu de 1640 qui inaugura une longue

23. *La Veu de Catalunya*, 14 novembre 1910, « La festa regionalista ». Discours de Don Joan Garriga i Masó.

guerre civile de douze années contre le roi. De plus, le moissonneur devint le thème de ce qui s'imposait comme l'hymne catalan : *El cant dels Segadors*. Le second élément le plus important est la *Senyera* : trait d'union entre les scènes, elle est aussi remarquable par son ampleur. Outre le formidable défi que constitue à lui seul cet emblème en 1910, sa hampe est coiffée de la Croix de Sainte-Eulalie, patronne de Barcelone. Lorsqu'on remonta le monument en 1977, il manquait la *Senyera* : les photographies montrent qu'en attendant la fonte, on plaça un véritable drapeau. Cela prouve assez bien que cet élément est perçu comme indispensable au sens général de l'œuvre. Au sommet enfin, une muse parle au buste en marbre de Robert, en Hermès. « Les yeux s'élevèrent vers le buste qui naît comme une idéalité blanche émergeant de l'obscur force du marbre », commentait avec lyrisme *la Veu de Catalunya*. Les scènes représentées sont autant de thèmes introductifs à l'ascension du regard dont le journaliste nous dit qu'il est « le passage du monde réel au monde idéal », le passage de la Catalogne asservie à la Catalogne libérée. Ainsi se trouvaient fixés dans la pierre les thèmes principaux d'un mythe catalaniste.

Si le monument au Dr Robert était un élément fondamental de la politique de mémoire développée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, il s'inscrivait dans un ensemble plus vaste comprenant d'autres monuments, des noms de rue, d'édifices publics, de marchés, de cimetières. En 1910 par exemple, au monument du Dr Robert répondait une promenade du même nom : il y a là une récurrence, une insistance délibérée qui naissait de l'immédiate proximité de la rue et de la statue. Le monument s'imposait certes comme un motif central dans la promotion de l'idée catalaniste mais il s'insérait dans un tissu déjà serré de lieux éparpillés dans la ville. L'une des grandes originalités de Barcelone est que cette trame symbolique fut constituée non pas de la superposition d'héritages anciens, mais bien plutôt de l'œuvre fondatrice d'un poète, Balaguer, à qui revint la tâche de baptiser les noms de rue d'une immense partie de la ville en 1863.

Profitant de la gestion d'un gouvernement progressiste, Barcelone commença en 1854 la destruction de ses enceintes : c'était une brèche dans le régime sévère que Philippe V avait imposé à la Cité Comtale après 1714, et qui imposait, outre la construction de deux forteresses surveillant la ville, le respect d'une large zone inconstructible et défrichée de toute plantation au-delà des enceintes. Cinq années plus tard, l'ingénieur-urbaniste Ildefons Cerdà gagnait, contre l'avis de la Municipalité, le concours d'extension urbaine appelée l'Ensanche (l'Eixample en catalan, l'élargissement ou l'expansion en français, devenu synonyme de Nouveaux Quartiers). Le 25 octobre 1863, l'écrivain et historien Victor Balaguer recevait officiellement la charge de baptiser les rues de l'Eixample, définissant trois mois plus tard dans un ouvrage intitulé *Las calles de Barcelona* la philosophie suivante :

Comme on le dit en public, le moment approche de devoir baptiser les rues qui formeront la nouvelle Barcelone, et il n'y a pas de meilleures occasions de sauver de l'oubli dans lequel sont tombés par malchance certaines glorieuses entreprises, certains personnages célèbres qui ont été et seront toujours la gloire de la Catalogne.

Je suis convaincu de ne faire rien sinon d'interpréter les désirs de Votre Excellence, et anticiper sa volonté en lui demandant qu'elle daigne baptiser les rues qui vont s'ouvrir des noms qui rappellent quelques-uns des grands faits héroïques, de noblesse, de vertu, d'abnégation et de patriotisme qui abondent tellement dans notre histoire et qui peuvent être présentés comme les exemples et les modèles pour les générations futures.

Ainsi s'accomplira en partie le devoir que chaque peuple a de rappeler les mémoires de ses ancêtres, tout particulièrement quand ces mémoires sont aussi illustres et mémorables que les nôtres<sup>24</sup>.

24. BALAGUER (Victor), *Las calles de Barcelona*, Barcelona, 1865. Cf. Introduction.

C'est ainsi que Balaguer posait les principes fondamentaux d'une politique de mémoire cohérente et moderne, fondée sur l'hommage rendu aux personnages illustres et aux événements considérés comme historiques en Catalogne. L'auteur a ainsi marqué la nomenclature barcelonaise d'une veine catalaniste, empreinte de l'historiographie romantique qu'il incarnait, et qui influencera tant les baptêmes futurs.

L'Académie d'Histoire, consultée pour l'occasion, fit scandale devant les propositions de Balaguer : elle lui reprochait la grande disproportion entre les noms historiques et les noms contemporains, et le manque de justification ou de racine entre le nom et la rue qui lui correspondait. A l'inverse, elle préconisait le recours à des noms géographiques ou topographiques : par exemple, le Paseo de Gracia ou bien encore le nom du Llobregat pour la rue la plus proche de ce fleuve. Pour finir, les propositions originales de Balaguer furent acceptées, à quatre exceptions près<sup>25</sup>.

Le contenu des propositions doit donc nous retenir en ce qu'il est entièrement idéologique. D'une part, Balaguer tend à simplifier les noms : les comtes d'Urgell deviennent Urgell, par exemple. Seuls figurent les noms, sans les prénoms et noms secondaires, et les titres nobiliaires sont supprimés. Ceci traduit un souci didactique appuyé voulant imposer une mémoire particulièrement pénétrante auprès de la population. D'autre part, les thèmes retenus par Balaguer sont les suivants : les grandes gestes catalanes en Orient (Naples, Sicile, Sardaigne, Corse pour les terres conquises, Roger de Flor, Roger de Lluria, Entença, etc., pour les conquérants), les défenseurs des libertés catalanes (Casanova, Pau Claris), les institutions du pays (Conseil des Cent, Diputation, Corts catalanes, etc.), les trois royaumes qui composèrent la Couronne d'Aragon (Valence, Majorque, Aragon), et enfin les hommes illustres des lettres et des sciences (Muntaner, Aribau, Balmes, Vilanova, etc.). Le contenu très fortement catalaniste des propositions fut néanmoins nuancé par le rappel du roi Pelayo, de la bataille de Trafalgar, et de celles de la guerre d'Indépendance : El Bruc, Bailen, Tarragona, Manso, etc. Si l'on considère maintenant les siècles préférés par Balaguer, on note une sur-représentation médiévale (surtout le XIII<sup>e</sup> siècle), une présence plus affirmée du XVII<sup>e</sup> siècle y compris la guerre de Succession d'Espagne (Pau Claris, Tamarit, Pujades, Casanova, Villarroel, etc.) pour l'époque moderne. Le XVIII<sup>e</sup> siècle n'est représenté que par le peintre Viladomat. On note enfin une quasi-absence de références à l'époque contemporaine, à l'exception des victoires de la guerre d'Indépendance et de deux grands poètes de la Renaixança, Aribau et Balmes.

Un aspect important est, comme le soulignait l'Académie d'Histoire, l'imposition totalement arbitraire des noms par rapport aux rues : il faut dire que le plan Cerdà n'engageait pas à une individualisation des rues selon la topographie ou la géographie puisque les avenues sont toutes rigoureusement de la même dimension, et dessinent un plan strict. Ainsi, en damier, l'imposition des noms pouvait-elle répondre à des motifs uniquement idéologiques. Il n'est que de regarder un plan de Barcelone pour comprendre l'implacable logique qui présida le projet se voulant une œuvre « historique et harmonique » : la Place de Catalogne est le point d'attache principal de l'Eixample avec la ville ancienne. A partir de celle-ci, se déroulent, de la mer vers la montagne : les institutions catalanes, les trois royaumes de la Couronne d'Aragon, les colonies médiévales dans l'ordre d'importance (Provence, Roussillon, etc.), et quelques capitales étrangères (Londres, Paris, etc., aujourd'hui, Berlin, Rome et Buenos Aires sous le franquisme). Dans ce sens horizontal, la seule avenue importante est celle des Corts Catalanes. L'axe vertical principal est le Paseo de Gracia : cet axe relie

25. Il s'agit des rues Atenes, Desclot, Barceló et Capmany.

la Place de Catalogne à l'ancien village de Gracia, aujourd'hui partie constitutive de Barcelone. De part et d'autre de cette avenue se déroulent, à droite (La Dreta de l'Eixample) comme à gauche (l'Esquerra de l'Eixample), les personnages historiques en commençant par les défenseurs des libertés catalanes pour finir par les hommes de lettres et de science, puis les grandes batailles et certaines des colonies médiévales les moins importantes (Calabre, Sardaigne, etc.). Le quadrilatère est enfin traversé de part en part par une immense avenue que n'avait pas prévu Balaguer, et qui porte le nom de Diagonal. Deux autres axes enserrent l'Eixample : la Parallèle, car l'avenue se situe exactement sur le 41° parallèle de latitude nord, et la Méridienne qui lui est perpendiculaire.

Ce schéma d'ensemble demeura *grosso modo* identique de 1863 jusqu'à nos jours. On comprendra donc que toute politique de mémoire à Barcelone ne peut qu'apporter des changements de détail par rapport au projet de Balaguer. En 1863 furent définis, une fois pour toute, les grands repères de la mémoire barcelonaise : les régimes politiques successifs furent en quelque sorte condamnés à s'accommoder de cette trame symbolique. Ils purent certes amener des changements massifs, comme en 1923 et 1939, et eurent la liberté d'imposer leurs noms dans les quartiers périphériques de Barcelone. Il n'empêche qu'ils demeurèrent tous, de gré ou de force, prisonniers d'une vision du passé de la Catalogne définie en 1863. Il est frappant de constater que l'érection du monument au Dr Robert s'inscrivit finalement dans le cadre plus vaste d'une politique de mémoire d'inspiration catalaniste qui utilisait principalement les monuments et les noms de rue. Le cas particulier du monument au Dr Robert est exemplaire en ce qu'il révèle l'existence d'un tissu de mémoire propre à la ville : l'histoire d'un lieu de mémoire isolé n'a guère de sens car il est le simple élément constitutif d'un ensemble cohérent. Ce qui est intéressant, c'est la mise en relation des lieux de mémoire entre eux pour tenter de cerner la rationalité interne des souvenirs et des oublis qu'ils organisent.



Dès lors, on comprend mieux ce qui poussa le franquisme à démonter le monument : il s'agissait bien de détruire un symbole du catalanisme politique. La statue du Dr Robert ne fut d'ailleurs pas la seule victime de la nouvelle municipalité. Disparaissaient également, pour ne citer que les plus importantes, celle de Rafael Casanova, dernier Conseiller en Chef du principat avant la prise de Barcelone par Philippe V en 1714, celle d'Enric Prat de la Riba, premier président de Mancomunitat de Catalunya de 1914 à 1917, celle de Pau Claris, animateur de la révolte catalane de 1640, celle de Layret, catalaniste de gauche et avocat des anarchistes au début de ce siècle. Pour occuper rapidement l'espace ainsi libéré, la municipalité franquiste marqua la ville de monuments éphémères qui n'exigeaient ni projet architectural d'envergure, ni œuvre d'art à commander. Dès le 19 mai 1939, les nouvelles autorités découvrirent sur la façade de l'Ajuntament une plaque commémorant le jour de la Victoire. Le 16 avril fut inauguré un monument provisoire aux soldats tombés au champ d'honneur au Fossar de Santa Elena de Montjuïc, puis, le 29, une croix à ces mêmes victimes à l'hôpital de San Pablo, le 7 mai, un obélisque commémorant place de Catalogne le très castillan « Dos de Mayo »<sup>26</sup>. Il faut attendre le 29 octobre 1940 pour qu'apparaisse un monument de caractère définitif à la gloire du Mouvement National. Le franquisme ne tarda donc guère à développer une politique de mémoire propre qui visait à éradiquer non seulement toute

26. Il s'agit de la commémoration de l'insurrection madrilène contre les armées napoléoniennes, le 2 mai 1808.



référence à la République, mais aussi, plus généralement, à l'histoire des Catalans afin d'imposer une lecture univoque de l'histoire de l'Espagne. Ce qui paraît remarquable ici, c'est l'extrême cohérence de la politique d'oubli que promut le nouveau régime. Non seulement l'appareil monumental de la ville fut modifié mais aussi la nomenclature des rues connut une refonte en profondeur. Cette politique prenait sens par rapport à une entreprise systématique de répression culturelle. Toute référence à la catalanité disparaissait désormais : le nom même de Catalogne était retiré aux institutions, comme la Bibliothèque de Catalogne, convertie en Bibliothèque Centrale, ou encore le Palais de la Musique Catalane, baptisé Palais de la Musique, et même la Place de Catalogne qui devint pour quelques semaines seulement la Place de l'Armée Espagnole<sup>27</sup>. La *Senyera*, les blasons et les hymnes catalans furent interdits. Mais plus encore, tout usage du catalan fut féroce réprimé : les cinémas, les radios, les journaux, la correspondance télégraphique furent castillanisés. Les publicités, les enseignes commerciales, les noms de rue, de personnes, de villages, d'établissements publics, d'associations, de clubs sportifs furent débaptisés. Les bibliothèques expurgèrent leur catalogue de tout ouvrage en catalan. S'adresser en catalan à un commerçant amenait la réponse suivante : « Parlez chrétien ! » ou encore « Cessez d'aboyer ! ». Comme l'indiquait l'acte municipal du 25 février, il s'agissait « d'effacer le souvenir du passage de la horae ». En bref, le franquisme signifiait « la disparition de la Catalogne comme minorité nationale dans l'État espagnol, la destruction de sa personnalité linguistique et culturelle, la réduction de sa langue au rang de patois »<sup>28</sup>. Centre de la Catalogne et relais du pouvoir central, Barcelone fut le terrain privilégié des politiques de mémoire : occuper la place de Catalogne, c'est occuper la Catalogne. A Barcelone la politique de mémoire se devait d'être exemplaire, caricaturale même, comme le note Borja de Riquer à propos des premiers mois d'occupation franquiste :

Aussi parmi les premières tâches réalisées par les nouveaux conseils municipaux, il fallait détacher les plaques des rues et des places, substituant les noms des personnalités ou des institutions considérées comme rebelles par d'autres qui agréaient davantage aux vainqueurs. Ainsi, en plus des habituels Généralissime Franco, José Antonio, général Mola, Calvo Sotelo, etc., on vit des cas extrêmes comme ceux de Benito Mussolini et les Flechas Azules. En plus, on procéda au retrait des monuments et des statues indésirables, et l'on plaça les symboles officiels des vainqueurs, les phrases annotées du « Caudillo » et de José Antonio, les monuments et les plaques commémoratives de la victoire, de la libération, ou en honneur des « morts pour Dieu et la Patrie » ? Le cas le plus extrême fut peut-être celui de la Municipalité de Barcelone, qui construisit un monument sur la Diagonal en l'honneur des aviateurs de la Légion Condor allemande qui avait participé aux bombardements dont la ville avait pâti les deux dernières années<sup>29</sup>.

En pratique, si la remodelation massive des dénominations s'affronta non seulement au sens pratique des habitants mais aussi, dans une certaine mesure, à une indifférence teintée d'esprit de résistance, la disparition du monument au Dr Robert ne laissa aucune chance à une contre-mémoire catalaniste de se développer. De sorte qu'à l'oubli organisé par les autorités correspondait la promotion d'une nouvelle mémoire collective qui, comme on l'a vu, trouva sa première manifestation dans le Monument à la Victoire élevé au Cinc d'Oro.

27. *La Vanguardia española*, 24 février 1939 : « La Corporación de los Caminos de Hierro del Norte ha ampliado el servicio de trenes de viajeros hasta Vich, poniendo en circulación dos trenes con el siguiente horario : salida de la Plaza del Ejército español (antes Cataluña) a las 18 horas ; llegada, procedente de Vich a las 3,25 de la mañana ».

28. BENET (Josep), *Catalunya sota el règim franquista, informe sobre la persecució de la llengua i cultura de Catalunya pel règim del general Franco*, Barcelona, Blume, 1978.

29. RIQUER (Borja de), CULLA (Joan), *El franquisme i la transició democràtica, 1939-1988*, Barcelona, ed. 62, 1988, coll 'Història de Catalunya » dirigée par P. Vilar, p. 55.

Cette nouvelle interprétation de l'histoire de l'Espagne était dans son fond unitariste. Nous préférons ce mot à celui de centralisateur, connoté fort péjorativement en Catalogne. Elle était bien une construction identitaire artificielle au sens où elle achoppa sur un double problème : le premier consistait à définir les limites géographiques de l'Espagne, le second à raconter l'histoire sous l'angle du particularisme national. Tout d'abord, ce modèle visait, en dehors de la frontière portugaise, à confondre l'Espagne avec les limites de la péninsule ibérique : on sait par exemple que les Pyrénées devinrent une « frontière naturelle », pour reprendre l'expression de Richelieu, à partir du Traité des Pyrénées de 1659. Les Basques, les Navarrais et bien sûr les Catalans qui se virent déposséder du Roussillon, n'ont pas la même appréhension de la géographie péninsulaire. Pour les Catalans, l'unité de la péninsule se fit donc aux dépens de l'unité de la Catalogne, à cheval sur les Pyrénées. On pourrait dire pour aller vite que le modèle développé par le franquisme tentait de construire son hexagone. C'est pourquoi il s'est efforcé de rechercher dans l'histoire péninsulaire un événement qui, de l'opinion de tous, marquerait le point de départ de la Nation espagnole : la période romaine, la période wisigothique, ou le roi Pelayo, considéré un temps comme le premier roi d'Espagne par les livres scolaires, ou bien surtout les Rois Catholiques qui unirent Royaume de Castille et Royaume d'Aragon.

Mais ce modèle ne reposait pas seulement sur une identification géographique : il proposait une interprétation de l'histoire univoque, selon laquelle l'Espagne, au singulier, avait un destin particulier qui n'en faisait pas un pays européen à part entière. Chaque période de l'histoire était lue en fonction d'un critère fondamental, celui du particularisme espagnol : peuple ibère, province romaine unie derrière sa capitale tarraconaise, royaume wisigoth avec pour unique capitale Tolède, terre de croisade chrétienne contre les Musulmans et les Juifs, point de départ de la découverte du monde, dictature originale, etc. C'est bien le mythe d'une Espagne éternelle et comme en France ce nationalisme a des visées universalistes puisqu'il se confond pratiquement avec l'histoire de l'Église.

Au total, avec la disparition du monument au Dr Robert, c'est une tout autre mythologie qui se mit en place. La politique de mémoire franquiste imposait désormais un modèle unitaire de l'histoire du pays dont les manuels scolaires se faisaient largement l'écho. Il n'est pas étonnant dès lors qu'après 1975, la mémoire catalane se soit imposée avec une vigueur redoublée.

Un tableau rapide de Barcelone en 1992 montre un nombre élevé de monuments : il y en a 554 en tout. On ne compte que vingt-quatre monuments antérieurs à 1868. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, la période franquiste et en contre-point, la période démocratique, furent les grands moments forts de la politique monumentale. On retrouve là les mouvements de l'affirmation de l'identité catalane, de sa négation la plus radicale, et du retour très puissant aux racines de la catalanité. Le Dr Robert est en ce sens exemplaire.

Cependant, il faut bien distinguer le cas des implantations *ex nihilo* et le cas des simples transformations du monument. Le XIX<sup>e</sup> siècle et la période démocratique furent, à chaque bout de notre chronologie, les grandes périodes de création monumentale. Les périodes intermédiaires étaient plus pauvres en ce qu'elles préféraient les restaurations, les déplacements, les destructions, les redénominations des monuments déjà existants plutôt que l'innovation. Si les restaurations se firent clairement dans un souci de continuation de l'héritage du XIX<sup>e</sup> siècle, les déplacements, destructions, redénominations se firent inversement dans un souci de négation de la tradition inaugurée au siècle précédent. La période démocratique a, il est vrai, habilement mêlé restaurations et récupérations, destructions et innovations : le cas du Dr Robert, amoindri dans sa

portée, ou encore celui du monument à la République du Cinc d'Oro, illustrent parfaitement.

La période démocratique se divise en deux moments : une première étape voit de 1977 à 1985 la récupération complète du patrimoine monumental retiré de la rue en 1939 et entreposé dans les magasins municipaux. Après 1985, dans le cadre d'une politique globale de régénération urbanistique de la ville à l'occasion des Jeux Olympiques de 1992, la municipalité inaugura massivement ses propres monuments d'art contemporain. C'est ce que les Catalans désignent par l'expression : « l'Art al carrer ». Ceci montre qu'un même régime adopte tour à tour des politiques monumentales différentes, qui dessinent finalement un véritable projet, conscient ou semi-conscient, de remodelage de la mémoire barcelonaise. De fait, le monument au Dr Robert se trouvait à la charnière d'un mouvement unanime de restauration de l'ancien appareil monumental et d'un moment où s'ébauchaient des conflits de mémoire entre les principaux courants politiques de la Catalogne démocratique. D'une part, il clôt une période où, dès 1977, Barcelone s'efforçait de réinstaller les monuments perdus en 1940 : un véritable programme de mémoire se développa autour des figures de Rafael Casanova, Pau Claris, Layret et tant d'autres<sup>30</sup>. Furent mis de côté les monuments problématiques faisant référence explicite à la République (Monument à la République et à Pi i Margall, premier président de la première République espagnole en 1873, monument du mouvement du 6 octobre 1934, en souvenir de la proclamation de la République catalane par Lluís Companys, président de la Généralité), ou, parfois, à la guerre civile (monument au soldat inconnu, place de Catalogne). De même furent retirés les éléments trop marqués du sceau franquiste (Monuments aux héros morts au champ d'honneur, monument à Primo de Rivera, chef de la Phalange, etc.). Enfin, cette politique de mémoire se doubla d'une refonte complète de la toponymie de la ville, par une catalanisation systématique des noms de rues et par la révision complète du répertoire : soixante-cinq rues furent ainsi rebaptisées la seule année 1979. C'était un premier pas pour satisfaire une forte demande populaire en évitant cependant un retour mécanique des noms anciens que d'aucuns auraient sitôt comparé à l'aveuglement de 1939. Mais si les années 1977-1982 virent la résurgence quelque peu désordonnée de l'appareil monumental pré-franquiste, c'est à partir des années quatre-vingts que se précisa une opposition entre la Generalitat tenue par Jordi Pujol et la municipalité socialiste. Chacun s'efforça de développer sa propre lecture de l'histoire catalane : les premiers tendaient à assimiler catalanisme politique et catalanisme conservateur tandis que les seconds insistaient sur le contenu démocratique du catalanisme de gauche.

On mesure mieux à présent l'écart entre les deux inaugurations, à chaque extrémité du siècle. En 1985, la dimension didactique et revendicatrice du monument a singulièrement perdu de son ampleur au profit d'une cérémonie de réconciliation. En fait, l'inauguration de 1985 était bien plus motivée par la disparition du monument en 1939 que par la quelconque affirmation d'un courant catalaniste conservateur, comme en 1910. Tout au plus, elle fut l'objet en 1985 d'une célébration de la C.D.C., bien pâle réplique de la fête régionaliste de 1910, qui visait à assurer une filiation entre Lliga et pujolisme, et peut-être à souligner une marche encore hésitante vers une autonomie politique plus complète. Dénuée de la portée symbolique qui était attachée au monument de 1910 à 1939, cette inauguration recevait dès lors les critiques du public catalaniste d'*Avui*. Il faut préciser que la formidable mobilisation des années

30. FABRE (Jaume), BOHIGAS (Oriol), *Monuments de Barcelona*, Barcelona, L'Avenç, 1964, 241 p.

SUBIRACHS BURGAYA (Judith), *L'escultura commemorativa a Barcelona, 1936-1986*, Sant Cugat del Vallès, Els llibres de la frontera, 1989, 140 p.

soixante-dix n'avait d'autre motif qu'une lutte indirecte engagée contre le franquisme. Plusieurs monuments furent d'ailleurs l'objet de telles revendications qui aboutirent dès les années de transition à leur rapide remise en place. Mais l'inauguration en 1985 intervint dans le contexte d'une démocratie déjà stabilisée où la Catalogne avait retrouvé son statut administratif et la liberté d'exprimer sa différence culturelle et linguistique. Le monument paraissait désenchanté au regard d'autres figures monumentales qui, rétablies dès 1977, ont gardé une force symbolique autrement plus conséquente. Le monument au Dr Robert joue donc un rôle nouveau dans la Barcelone contemporaine par rapport au début du siècle : devenu principalement le lieu de mémoire de la catalanité, il a perdu malgré les efforts de la C.D.C. son sens proprement catalaniste. En ce sens, il n'est plus le lieu de conflit qu'il était autrefois mais bien plutôt un lieu d'identité auquel chacun peut s'identifier.

Il est clair que la mémoire qui sous-tend la restauration du monument s'est construite dans un rapport d'opposition systématique au modèle unitaire promu par le franquisme : il existe donc deux modèles concurrents, l'un prônant l'existence d'une Espagne se confondant avec les limites géographiques de la péninsule, l'autre prônant l'existence des Espagnes, celle des cinq royaumes médiévaux. A l'histoire de la nation espagnole racontée par le modèle unitaire s'oppose les histoires des nations composant l'État espagnol : l'histoire basque, galicienne, andalouse, catalane. Si bien que l'histoire catalane est vue essentiellement comme l'histoire singulière d'une lutte contre un modèle unitaire dominant.

Cette histoire prend donc le contre-pied d'une vision particulariste, la Catalogne y est par essence une terre européenne<sup>31</sup>. En un sens, et comme certains Catalans prennent plaisir à le répéter, l'Afrique commence au sud de l'Ebre. Tout dans l'histoire de la région démontrerait que la Catalogne est un pays d'Europe qui s'est accidentellement retrouvée aspirée du mauvais côté des Pyrénées : c'est pourquoi la période médiévale est fondatrice<sup>32</sup>. Au Moyen Age s'affirmerait un pays dont le destin est nord-pyrénéen, comme en témoigne son extension coloniale aussi bien en Languedoc, en Provence, en Aquitaine, qu'en Méditerranée<sup>33</sup>. De même, le XIX<sup>e</sup> siècle verrait l'émergence, comme en Europe du Nord, d'un pays industrialisé véritable moteur de l'Espagne<sup>34</sup>. Sur le plan politique, cette européanité tôt affirmée ancre la Catalogne du côté des régimes démocratiques contre la Castille qui serait intrinsèquement favorable à l'autoritarisme<sup>35</sup>.

Cette Catalogne mythique navigue entre deux écueils : Madrid, nous l'avons dit, mais aussi Paris dont le rôle est ambivalent, c'est-à-dire positif lorsqu'il fait contre-poids à Madrid (Louis XIII devenant comte de Barcelone en 1641, la terre d'exil de 1939 à 1975) et tout à la fois négatif lorsqu'il étend à la Catalogne sa voracité centralisatrice (le Roussillon après 1669, la monarchie bourbonnienne

31. Le discours du Maire de Barcelone, Pascal Maragall, à la séance d'ouverture des Jeux Olympiques est tout-à-fait caractéristique : « Barcelone veut être aujourd'hui (...), et par-dessus tout, une ville européenne (...). » Cf. *La Vanguardia*, 25 juillet 1992, p. 25.

32. En témoigne la campagne lancée en 1988 intitulée « La Catalogne a mille ans ».

33. Cf. *La Vanguardia*, 25 juillet 1992, supplément spécial « Catalogne ou la volonté d'être » : « la naissance politique de la Catalogne se produisit à la fin du X<sup>e</sup> s., quand le Comte Borell de Barcelone rompit son lien de vassalité avec le roi franc et la Marche hispanique fut sa plate-forme. *L'Européisme de la Catalogne remonte déjà à ces temps anciens.* » C'est nous qui soulignons.

34. Cette vision motive aujourd'hui les arguments des indépendantistes, comme en témoigne le titre d'un tract électoral : « La Catalogne représente le quart de la richesse nationale : qu'avons-nous besoin d'eux (les Espagnols) ? ».

35. Une présentation de l'histoire du Parlement de Catalogne éditée par cette institution précise par exemple : « Les assemblées de Paix culminèrent en 1214 dans les Corts Catalanes, *un des premiers parlements européens*, (...) ». C'est nous qui soulignons.

après 1700, la Catalogne napoléonienne). Tant et si bien que la Catalogne interprète dans l'histoire le rôle de la victime et il n'est pas innocent que sa fête nationale soit le jour anniversaire d'une défaite, celle de Barcelone face aux troupes de Philippe V, le 11 septembre 1714. Dès lors, l'histoire catalane est vue comme régulièrement ponctuée de « périodes noires », de parenthèses plus ou moins longues pendant lesquelles le modèle unitaire s'imposa au détriment du second : le XVIII<sup>e</sup> siècle bourbonien après la guerre de succession d'Espagne<sup>36</sup>, la dictature de Primo de Rivera de 1923 à 1930, le franquisme de 1939 à 1975 par exemple.

La Catalogne est le terrain privilégié de combat entre deux courants de mémoire résolument antagonistes en ce qu'ils se sont construits l'un par rapport à l'autre. Ces mémoires s'articulent par rapport à des événements de rupture répétés dans le temps : pour le Catalan, il y a rupture à chaque « parenthèse » de l'histoire, à chaque fois que par la force s'est imposé le modèle unitaire. Pour l'Espagnol, il y a rupture à chaque fois que s'est imposé le modèle pluraliste qu'il appellera peut-être « séparatiste ». Chaque mémoire met donc en valeur des séquences historiques opposées et successives. L'une renvoie au passé mythique unitaire de la péninsule, quand l'autre renvoie au passé mythique d'une Catalogne qui fut souveraine. On comprend mieux pourquoi le catalanisme politique s'efforça d'assimiler le mariage des Rois Catholiques à une défaite de la Catalogne.

En dernière analyse, Barcelone apparaît comme le siège d'une double mémoire : d'une part, une mémoire « qui exprime la nécessité ressentie d'une filiation, l'assurance d'un enracinement »<sup>37</sup>. Cette mémoire-ci lutte contre un sentiment de perte maintes fois répété : perte définitive de traditions rurales au fur et à mesure de son industrialisation, perte de la libre expression de sa culture en 1923 avec la dictature de Primo de Rivera, en 1939 avec la dictature franquiste pour ce qui est de l'époque la plus contemporaine. D'autre part agit une mémoire-refuge qui se constituait en protestation contre une mémoire officielle unitaire qu'on lui imposait. Les rapports qu'entretiennent mémoire et histoire à Barcelone ressortent des deux modèles qu'a dégagé Pierre Nora en réponse à l'analyse menée par Y. Afanassiev sur l'Union Soviétique<sup>38</sup>, on reconnaît bien en Catalogne cette mémoire clandestine, parfois réduite au plus strict silence, qui menait une lutte inégale contre une histoire falsifiée, revue et corrigée depuis Madrid, et qui ne correspondait guère au vécu des Catalans. Mais on y reconnaît aussi bien, et ce, pendant les époques où la mémoire n'avait plus à combattre contre l'histoire, cette mémoire « à l'occidentale » qui recherche dans un passé ressenti comme révolu les repères de son identité. La Catalogne se situe à cheval sur ces deux modèles de par son passé de nation réprimée et contrainte de penser son histoire dans des cadres qui n'étaient pas les siens, mais aussi de pays ayant vécu, plus fortement que les autres régions d'Espagne, l'expérience d'une puissante croissance économique.

Ces rapports ambigus de l'histoire et de la mémoire en Catalogne ne se succèdent ni se surimposent parfaitement chronologiquement. Il n'y a pas

36. Voici par exemple comment Rafael Borja rend compte de la Guerre de Succession d'Espagne dans un fascicule de *La Vanguardia* intitulé « Catalogne ou la volonté d'être », traduit en anglais et distribué gratuitement dans les kiosques le 25 juillet 1992 : « La Castille et la Catalogne luttèrent pour imposer leur propre candidat à la Couronne d'Espagne : Philippe V, neveu de Louis XIV, reprit la doctrine uniformiste qu'avaient appliquée les Castillans depuis les temps de la Reconquête, alors que la Catalogne appuyait l'archiduc Charles d'Autriche qui représentait la chance et l'espoir de maintenir la tradition contractuelle de la Couronne d'Aragon ».

37. AFANASSIEV (Y.), NORA (P.), « Mémoire-Histoire », in *50 idées qui ébranlèrent le monde*, dictionnaire de la *glasnost*, Paris Payot, 1989, p. 417.

38. *Ibid.*

succession dans le temps de « périodes noires » où la mémoire catalane n'ait été que l'âme d'une résistance à l'oppresseur, et des « périodes roses » où, enfin libre des carcans, elle ait été tout entière occupée à recoller les morceaux d'une identité qu'on avait soigneusement éparpillée pour elle. Jusque dans les années de libre expression, la mémoire catalane s'est vue reconnaître une valeur de « sous-mémoire » de la mémoire espagnole. Elle serait ainsi considérée comme une mémoire particulière, mais englobée dans la mémoire plus grande de l'Espagne. En ce sens, elle demeure bien toujours une mémoire contestataire, si jalouse de ses lieux, jusqu'à l'obsession, d'où vient l'impression qu'elle donne d'une mémoire paranoïaque.

Les Catalans d'aujourd'hui aimeraient qu'il en ait été toujours ainsi : une Catalogne toujours humiliée, toujours battue, mais qui sut conserver contre les vents de la propagande et les marées de l'histoire mensongère, une mémoire intacte de combat. En réalité, la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle voit la naissance du nationalisme catalan, à peu près en même temps que celui de l'Europe centrale. C'est dans ces années que se forge une mémoire qui n'est d'abord qu'une « contre-mémoire », et qui au fil de la *Renaixança*, la renaissance culturelle et politique, acquiert un contenu propre, sans jamais se départir, nous l'avons dit, de ce caractère contestataire qu'elle avait acquis dès le départ. L'éclosion de l'historiographie catalane en cette fin de siècle correspond à cette *Renaixança* qui n'est seulement qu'une naissance. L'histoire médiévale, on comprendra pourquoi, connaît alors un essor sans précédent, et contribue à forger l'idée d'une Catalogne millénaire (par rapport à une Castille bien plus jeune) : il fallait que la Catalogne se donnât une date de naissance, pour dérouler ensuite le fil de ses malheurs périodiques et de ses retrouvailles « fin de siècle »<sup>39</sup>. C'est pourquoi Balaguer choisit à l'excès les références médiévales lorsqu'il baptisa les noms des rues de Barcelone. Mais déjà, la constitution de cette mémoire-refuge correspondait au temps d'une première industrialisation, du premier arrachement que connaissait une société essentiellement rurale : la mémoire-racine naissait, empreinte du folklorisme propre à son temps<sup>40</sup>. Il existe donc assurément une histoire de la mémoire à Barcelone, et elle correspond étroitement aux grandes évolutions socio-économiques du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.



Le monument au Dr Robert permet de mesurer l'importance de la question des lieux de mémoire à Barcelone. L'édifice fut l'objet d'intenses conflits politiques à trois reprises dans le siècle. Ces conflits révèlent non seulement les aléas politiques de l'idée catalaniste, mais au-delà, la confrontation entre deux modèles antagonistes de mémoire. En ce sens, les lieux de mémoire barcelonais furent les points de cristallisation d'une lutte âpre pour le contrôle de la mémoire collective catalane. Il s'agit en dernier ressort d'asseoir, pour les régimes politiques successifs, une certaine légitimité historique car en effet, ces politiques de mémoire n'ont d'autre objectif que de proposer une lecture sélective du passé qui conforte le sentiment d'une continuité entre passé et présent. Ce fut particulièrement le cas du franquisme qui ne pouvait s'appuyer sur une quelconque légitimité des urnes. Le monument au Dr Robert fonctionne finale-

39. BALCELLS (Albert), *Historia contemporánea de Catalunya*, Barcelona, Edhasa, 1983, p. 42 : « L'une des principales œuvres destinée à récupérer la mémoire collective fut cependant écrite en castillan ; c'est la romantique *Histoire de la Catalogne et de la Couronne d'Aragon*, de Victor BALAGUER, publiée entre 1850 et 1863 ».

40. BALCELLS (Albert), *Op. cit.*, p. 40.

ment comme une matrice qui revit de temps en temps, au gré des réinvestissements ponctuels dont il est l'objet par des commémorations : pose de la première pierre, inaugurations, meetings politiques. Les événements de 1940 participent de la même logique puisque d'une part, ils détruisent la possibilité d'une commémoration catalaniste, d'autre part, ils promeuvent en échange une autre commémoration autour du monument à la Victoire. C'est dire finalement qu'un lieu n'existe pas indépendamment de son usage. Le moment d'invention des rituels commémoratifs, de la fixation des normes d'usage d'un lieu, lui donne son sens, exclusivement lui.

On ne saurait trop insister sur la brutalité et la radicalité des changements qui affectèrent Barcelone : depuis Balaguer par exemple, c'est huit nomenclatures différentes qu'on imposa aux Barcelonais. La rareté des monuments antérieurs à 1868 n'a d'autre raison que leur va-et-vient quasi permanent. Pour une histoire de la mémoire, Barcelone est un laboratoire tout indiqué que nous ne trouverions pas en France : si les lieux de mémoire des villes françaises connaissent quelques changements, on y voit plutôt une sédimentation des politiques de mémoire, rendant plus difficile leur étude. A Barcelone au contraire, le caractère éminemment radical, massif et systématique des changements permet de broser les portraits de politiques de mémoire opposés. La violence naît, dans ce cas précis, de ce qu'un modèle ne peut exister qu'en éradiquant son adversaire. C'est bien une originalité que ces refontes globales et périodiques qu'opèrent les régimes politiques successifs. Seul le régime de Vichy pourrait offrir un cas analogue dans la remarquable continuité de la République française.

Mais ces tentatives, conscientes ou semi-conscientes, qui visent à assurer le contrôle de lieux où s'expriment la mémoire, rencontrent ou pas l'assentiment d'une société. On a vu les réactions que suscitait la remodelation du monument au Dr Robert. C'est que d'un point de vue des promoteurs d'une politique de mémoire, Barcelone demeure un passage obligé, un laboratoire privilégié en même temps qu'un porte-voix par lequel on touchera l'ensemble de la région en touchant son cœur. Mais en retour, elles doivent s'accommoder de sensibilités politiques, de quartier ou d'origine régionale très diverses, comme celle des Andalous ou bien des Castillans résidant à Barcelone. Barcelone agit en fait comme un condensé et une loupe grossissante des diverses expressions identitaires du pays. Elle est le nœud essentiel où se font jour de manière exagérée de violents conflits de mémoire, et, d'autre part, elle réunit une extrême diversité de réactions. Si bien qu'à la radicalité des politiques de mémoire, à cette volonté farouche d'effacer et de réécrire le passé, correspond une ville qui est le contraire d'une feuille blanche. Barcelone offre en réalité un cadre très strict, défini en 1863, qui résiste singulièrement aux coups de crayon rageurs des politiques. Somme toute, l'espace symbolique de Barcelone paraît infiniment plus contraignant que son espace matériel sans cesse remodelé par les promoteurs et les urbanistes.

Stéphane MICHONNEAU,  
*Université de Provence.*